



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2023-264

19/04/2023

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 22

**Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Oérateurs
(FAM;IFCE;ODEADOM;INAO;ASP;ANSES) 22 postes**

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de chargé.e d'étude en toxicovigilance

Date limite de candidature : 05/05/2023

- 1 poste d'évaluateur.rice scientifique et technique résidus et sécurité des aliments

Date limite de candidature : 05/05/2023

- 1 poste de chargé.e d'étude en santé au travail

Date limite de candidature : 05/05/2023

- 1 poste de directeur.rice adjoint rh

Date limite de candidature : 05/05/2023

- 1 poste de coordinateur.rice d'expertise scientifique dans le domaine des risques liés à la nutrition

Date limite de candidature : 15/05/2023

Institut français du cheval et de l'équitation :

- 1 poste de soigneur cavalier meneur

Date limite de candidature : 12/05/2023

- 1 poste de responsable application fonctionnelle formation

Date limite de candidature : 18/05/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste d'adjoint.e chef.fe unité

Date limite de candidature : 11/05/2023

- 1 poste d'adjoint.e chef.fe de cellule contrôles

Date limite de candidature : 19/05/2023

- 1 poste de chargé.e d'études bioéconomie et marché du carbone

Date limite de candidature : 11/05/2023

- 1 poste de gestionnaire

Date limite de candidature : 11/05/2023

- 1 poste d'adjoint.e chef.fe unité promotion

Date limite de candidature : 11/05/2023

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer :

- 1 poste de gestionnaire Visa
Date limite de candidature : 15/05/2023

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste d'ingénieur.e territorial.e
Date limite de candidature : 30/04/2023

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de conseiller.e formation
date limite de candidature : 19/05/2023

- 1 poste de chargé.e d'action prestations financières
date limite de candidature : 19/05/2023

- 1 poste de data scientist-gouverneur-données.
date limite de candidature : 19/05/2023

- 1 poste de chef.fe projet informatique-synapse.
date limite de candidature : 19/05/2023

- 1 poste de analyste fonctionnel
date limite de candidature : 19/05/2023

- 1 poste de secrétaire de direction
date limite de candidature : 19/05/2023

- 1 poste de chef.fe service contrôles
date limite de candidature : 19/05/2023

- 1 poste de contrôleur.euse
date limite de candidature : 19/05/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

L'Anses recrute

un/une chargé(e) **d'étude** en toxicovigilance (H/F)

Poste basé à Maisons Alfort (94700)

- **Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation** -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Détecter les effets indésirables des produits de la vie courante mais **aussi de plantes ou d'animaux présents dans l'environnement** est un enjeu de santé publique auquel vous participerez en analysant les données collectées par les Centres antipoison, que vous présenterez **pour discussion aux groupes de travail de l'Anses chargés de la toxicovigilance**.

Vous valoriserez votre travail en rédigeant des articles pour le **bulletin des vigilances de l'Anses, Vigil'Anses**, et le cas échéant pour des publications scientifiques.

Vous **préparerez avec l'équipe de toxicovigilance les réunions** de la cellule opérationnelle, qui regroupe les Centres antipoison et les **entités de l'Anses qui sont concernées par les vigilances et où se discutent toutes les alertes de toxicovigilance en cours, et en redigerez le compte-rendu**.

Vous serez en charge de la **rédaction du rapport d'activité annuel de toxicovigilance, publication qui met en valeur les activités de la direction en matière de toxicovigilance au niveau national et international car il est traduit en anglais**.

Vous serez rattaché(e) à la Directrice de la direction des alertes et des vigilances (DAVS)

Votre équipe

La direction des alertes et des vigilances sanitaires est une direction transversale, rattachée au Pôle sciences pour l'expertise et qui coordonne toutes les alertes que reçoit l'Anses (en santé humaine, animale, végétale et environnementale). Elle anime le réseau des huit Centres antipoison et Dispositifs de toxicovigilance et celui des 28 Centres de consultation de pathologies professionnelles et environnementales, dans le but de produire sans délai les connaissances permettant la prise de décision suite à des signaux ou des alertes, couvrant ainsi le champ des expositions aiguës et chroniques à des toxiques.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Poste soumis à une déclaration publique d'intérêts

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Elle publie le bulletin Vigil'Anses qui reprend les principaux résultats des travaux de vigilance de l'Anses. En interne, la DAVS coordonne les dispositifs de vigilance de l'Anses : nutrivigilance, pharmacovigilance vétérinaire, phytopharmacovigilance et toxicovigilance.

Vous rejoindrez une équipe de 11 personnes

Votre quotidien

Activité 1 : participation aux travaux des groupes de travail de toxicovigilance

- Analyse statistique des données des Centres antipoison
- Participation à la rédaction des rapports et articles qui en sont issus

Activité 2 : Secrétariat scientifique de la cellule opérationnelle

- Préparation de l'ordre du jour avec la directrice de la DAVS, l'équipe de toxicovigilance et les membres de cette cellule
- Rédaction du compte rendu

Activité 3 : participation aux alertes de la DAVS

- Prise en charge de signalements et d'alertes de toxicovigilance, par interrogation de la base de données des Centres antipoison, en lien avec le reste de l'équipe de toxicovigilance

Activité 4 : rédaction du rapport annuel d'activité de toxicovigilance

- Compilation des principaux travaux menés au cours de l'année écoulée, selon une maquette préformatée.

Activité 5 : participation aux surveillances systématiques de toxicovigilance (champignons, pignons de pin...)

- Analyse des requêtes faites dans le SICAP.

Votre profil

Formation et expérience requises :

- **Bac + 3 minimum**
- Formation en statistiques appliquées à la santé publique.
- Expérience d'au moins une année professionnelle indispensable

Compétences :

- Capacité à travailler en équipe et aisance relationnelle.
- Aptitudes rédactionnelles et capacités de présentation orale,
- Analyse de données, utilisation de logiciels de statistiques et connaissances en statistiques descriptives.
- Intérêt et forte implication pour les domaines scientifiques traités,
- Autonomie et réactivité,
- Rigueur scientifique et esprit critique et de synthèse.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions)
- De différents avantages (restaurant d'entreprise, RTT, offre d'activités via l'association du personnel)

Infos pratiques :

- Le poste est basé à Maisons-Alfort
- Métro ligne 8
- RER D

Pour postuler :

- Juliette Bloch –
juliette.bloc@anses.fr

Adresser au plus tard le **05 mai 2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-063** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

L'Anses recrute

un/une Evaluator scientifique et technique résidus et sécurité des aliments (H/F)

Poste basé à Maisons Alfort (94700)

- **Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation** -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité, les missions de l'évaluateur sont d'assurer l'évaluation scientifique de la partie « Résidus et sécurité des aliments » des dossiers soumis à la direction de l'évaluation des produits réglementés (DEPR).

La DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisations de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

Votre équipe

Au sein de la DEPR, l'Unité Résidus et Sécurité des Aliments (URSA) est chargée de l'évaluation scientifique de la partie Résidus et Sécurité des Aliments des dossiers d'approbation de substances actives phytosanitaires et biocides et des demandes d'autorisation de mise sur le marché des produits contenant ces substances, et des demandes afférentes. Elle est également en charge de l'évaluation des matières fertilisantes et supports de cultures (MFSC) dans ce domaine. A ce titre, elle rédige la partie correspondante des dossiers, assure la cohérence des évaluations réalisées dans le respect des réglementations européennes et nationales. Par ailleurs, l'URSA est en charge du traitement de l'ensemble des dossiers de demandes de modifications de Limites Maximales de Résidus (LMR) pour les substances actives phytosanitaires et biocides, ces dossiers étant exclusivement traités dans un cadre législatif européen. L'équipe est composée de 21 agents.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Poste soumis à une déclaration publique d'intérêts

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre quotidien

- Evaluer les études scientifiques figurant dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures européennes et françaises: exploiter des données et/ou résultats, recenser des données bibliographiques, **analyser les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances et des lignes directrices européennes existantes, conclure quant à la validité et à la cohérence de l'ensemble de ces éléments.**
- Commenter les évaluations réalisées par les homologues européens ou internationaux.
- Rédiger des **rapports d'évaluation** et des monographies de substances actives.
- Assurer la veille réglementaire et scientifique sur les substances actives et les résidus dans les aliments.
- Présenter les travaux d'évaluation au cours de réunions internes ou externes (nationales), **et auprès des collectifs d'experts.**
- Participer à l'amélioration des procédures internes à l'URSA et au respect de l'ensemble des procédures de la DEPR et de l'Anses.
- Préparer et participer aux réunions européennes (EFSA, commission européenne) concernant l'évaluation et l'approbation des substances actives.
- Participer à des projets de recherche et développement, notamment à des groupes de travail en collaboration avec les homologues européens et internationaux (nutrition animale, biocides, métabolisme végétal et animal, procédés agroalimentaires, développement de logiciels ...).
- Participer à des conférences scientifiques et à des formations variées (agronomie, gestion de risques, qualité - santé - sécurité – environnement, développement personnel, langues...).

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/ RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :

- *Le poste est basé sur le **site de l'école vétérinaire de Maisons-Alfort** avec un accès aisé au centre de Paris en transports*

Votre profil

- Formation et expérience requises :
 - Bac + 3 minimum
 - Diplômé(e) **d'une formation supérieure** de type Bac+5 souhaité, **d'une école d'ingénieur**, ou titulaire d'un diplôme de docteur en agronomie, chimie analytique, évaluation de risques, toxicologie, sciences des aliments, nutrition humaine, génie des procédés agroalimentaires, vétérinaire, pharmacie, etc...
- Compétences :
 - Connaissance en agronomie et pratiques culturales
 - **Connaissance de la méthodologie d'évaluation des risques liés à l'alimentation**
 - Des connaissances de la réglementation européenne et internationale dans le domaine des résidus de pesticides et de biocides **dans l'alimentation** seraient un atout
 - Connaissance des logiciels informatiques du pack office
 - **Capacités d'analyse et de synthèse**
 - Aptitudes à la communication orale et écrite
 - **Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation**
 - Capacité de travail en commun, facilité de contact et **d'intégration au sein d'une équipe**
 - Communiquer en anglais scientifique et technique

Pour postuler :

- Xavier SARDA (xavier.sarda@anses.fr) ou Gaëlle VIAL (gaelle.vial@anses.fr)
- Adresser au plus tard **le 05 mai 2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-064** à recrutement@anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.

Rejoignez-nous !

www.anses.fr   

L'Anses recrute

un/une chargé(e) **d'étude** en santé travail (H/F)

Poste basé à Maisons Alfort (94700)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Améliorer les connaissances sur les pathologies et les expositions professionnelles et environnementales est un enjeu de santé publique auquel vous participerez en analysant les données collectées par les Centres de consultation de pathologies professionnelles et environnementales. Vous animerez le groupe de **travail Methodologie et stratégie d'exploitation des données du RNV3P** au sein duquel ces résultats seront discutés. Ils viendront alimenter les avis et rapports émis par l'Agence.

Vous valoriserez votre travail en rédigeant des articles pour le **bulletin des vigilances de l'Anses, Vigil'Anses**, et le cas échéant pour des publications scientifiques.

Vous rédigerez le **rapport d'activité** scientifique annuel du réseau, publication qui met en valeur les activités du réseau au niveau national et international car il est traduit en anglais.

Vous serez rattaché(e) à la Directrice de la direction des alertes et des vigilances (DAVS)

Votre équipe

La direction des alertes et des vigilances sanitaires est une direction transversale, rattachée au Pôle sciences pour l'expertise et qui coordonne toutes les alertes que reçoit l'Anses (en santé humaine, animale, végétale et environnementale). Elle anime le réseau des huit Centres antipoison et Dispositifs de toxicovigilance et celui des 28 Centres de consultation de pathologies professionnelles et environnementales, réunis au sein du réseau national de prévention et de prévention des pathologies professionnelles (RNV3P) dans le but de produire sans délai les connaissances permettant la prise de décision suite à des signaux ou des alertes, couvrant ainsi le champ des expositions aiguës et chroniques à des toxiques.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Poste soumis à la déclaration public d'intérêts

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Elle publie le bulletin Vigil'Anses qui reprend les principaux résultats des travaux de vigilance de l'Anses. En interne, la DAVS coordonne les dispositifs de vigilance de l'Anses : nutrivigilance, pharmacovigilance vétérinaire, phytopharmacovigilance, toxicovigilance et vigilance en santé travail.

Vous rejoindrez une équipe de 11 personnes, dont 4 travaillent avec vous sur la santé au travail

Votre quotidien

Activité 1 : coordination du groupe de travail Methodologie et stratégie d'exploitation des données du RNV3P

- Préparation de l'ordre du jour avec la présidente du GT
- Préparation des présentations
- Rédaction du compte rendu

Activité 2 : extraction et analyse des données du RNV3P

- Extractions de données pour des partenaires du réseau
- Analyse statistique des données pour les besoins de l'Anses ou de partenaires
- Rédaction des rapports et articles qui en sont issus

Activité 3 : rédaction du rapport annuel d'activité du RNV3P

- Compilation des principaux travaux menés au cours de l'année écoulée, selon une maquette préformatée.

Activité 4 : participation aux instances de gouvernance du réseau, à l'école de codage et de qualité

- Préparation en lien avec la coordinatrice du réseau, des sujets à l'ordre du jour du comité de pilotage, de l'assemblée générale, de l'école de codage, en lien avec les autres membres de l'équipe RNV3P : analyse de données, support de présentation

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions)
- De différents avantages (restaurant d'entreprise, RTT, offre d'activités via l'association du personnel)

Infos pratiques :

- *Le poste est basé à Maisons-Alfort*
- *Métro ligne 8*
- *RER D*

Votre profil

Formation et expérience requises :

- **Bac + 3 minimum**
- Formation en statistiques appliquées à la santé publique.
- Expérience d'au moins une année professionnelle indispensable

Compétences :

- Capacité à travailler en équipe et aisance relationnelle.
- Aptitudes rédactionnelles et capacités de présentation orale,
- Analyse de données, utilisation de logiciels de statistiques (R souhaité) et connaissances en statistiques descriptives.
- Intérêt et forte implication pour les domaines scientifiques traités,
- Autonomie et réactivité,
- Rigueur scientifique et esprit critique et de synthèse.

Pour postuler :

Juliette Bloch –
juliette.bloch@anses.fr

Adresser au plus tard le **05/05/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-067** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

L'Anses recrute

Directeur adjoint des ressources humaines (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94700)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation-

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions :

L'Anses est un établissement public à caractère administratif, dont les 1400 collaborateurs relèvent de statuts variés (agents contractuels de droit public, agents titulaires relevant de 17 statuts) et exercent une grande diversité de métiers (métiers scientifiques et métiers de soutien).

Au sein du pôle des affaires générales, la direction des ressources humaines assure le pilotage de la politique de gestion administrative du personnel, du recrutement et de développement de la marque employeur, de la politique de développement des ressources humaines, **de l'action sociale** et du dialogue social.

Les enjeux de la politique RH sont orientés pour :

- Garantir une gestion optimale des emplois et des compétences et une fluidité des recrutements pour répondre aux exigences des **missions d'expertise de l'agence**
- Développer un environnement de travail sécurisé, équitable, favorable adapté aux évolutions sociétales et conforme aux valeurs de service public. En particulier développer la protection sociale complémentaire, en cohérence avec la **politique de l'Etat**
- Définir et partager des règles et processus de gestion RH clairs, efficaces et adaptés à la diversité des statuts
- Harmoniser et renforcer la culture managériale en tenant compte de la diversité des identités professionnelles de l'agence

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Déplacements à prévoir
Poste soumis à la déclaration public d'intérêts*

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+

Vos activités :

En tant que DRH adjoint :

- Vous contribuez au pilotage de la direction et vous assurez le management des équipes avec la directrice des ressources humaines et assurer sa suppléance sur tous les sujets et dossiers relevant de la direction.
- Vous assurez le pilotage direct de projets transverses au sein de la direction. En particulier, dans le cadre de la modernisation du **système d'information RH, vous avez en charge le pilotage du SIRH dans l'ensemble des domaines (données RH, administratif, formation, évaluation des performances, paie, gestion des horaires).**
- **Vous contribuez au renforcement de l'efficacité RH (organisation, qualité des données, process de gestion RH), en veillant à la simplification et à la fluidité des process ainsi qu'à la qualité du service rendu aux entités. Vous développez les dispositifs et révisez, si besoin, les processus et modes opératoires.**
- Vous accompagnez la conduite du changement.
- Vous contribuez à la qualité du contrôle de gestion sociale.

Votre équipe :

La direction assure le pilotage des ressources humaines **pour l'ensemble des sites de l'agence**, grâce à :

- Une équipe de 21 personnes comprenant 2 services (gestion administrative du personnel et développement RH) et 2 missions, (action sociale et dialogue social)
- Un réseau de correspondants locaux.

Votre profil

Formation et expérience requises :

Bac + 5 minimum avec spécialité RH

Expérience significative dans la fonction RH, notamment dans le secteur public

Expérience en management d'équipe

Compétences :

- Connaissance des métiers de la fonction RH et les process
- Expertise en gestion de projet, expérience en matière de déploiement de SIRH
- Capacité de conseil et de négociation
- **Sens de l'organisation et rigueur**
- **Esprit d'innovation**

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.

Rejoignez-nous !

* En vertu de l'Art L.5323-4 du code de la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions)
- De différents avantages (restaurant d'entreprise, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel)

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons-Alfort (94700)

Métro 8 « école Vétérinaire »,
RER D Maisons Alfort/Afortville,
Bus 24, 103, 104, 107,125, 181,
Autoroute A4

Pour postuler :

Contact opérationnel :

Isabelle TILLY-BECKER, Directrice des ressources humaines
(isabelle.tilly-becker@anses.fr)

Adresser au plus tard **le 5/05/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-069** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute un/une coordinateur/coordinatrice d'expertise scientifique dans le domaine des risques liés à la nutrition (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94700)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.



1400
collaborateurs



16
sites en France



9
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Vous aurez pour mission d'assurer la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la nutrition.

En lien avec vos collègues au sein de l'unité, vous coordonnerez les travaux réalisés dans le cadre de collectifs d'experts indépendants rattachés à l'unité : Comité d'experts spécialisé (CES) « Nutrition humaine » et groupes de travail (GT) thématiques qui lui sont rattachés.

Votre équipe

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Au sein de cette direction, l'Unité « Evaluation des risques liés à nutrition » (UERN) assure l'animation, la coordination et le suivi des travaux du Comité d'experts spécialisés (CES) « Nutrition humaine » et des groupes de travail (GT) thématiques rattachés au CES. Ces collectifs ont en charge l'évaluation des propriétés nutritionnelles et fonctionnelles des substances et des denrées ainsi que des risques sanitaires et des bénéfices nutritionnels qui leur sont liés ainsi que l'élaboration des références nutritionnelles pour la population et des sous-groupes de population. Ils contribuent également à l'évaluation des risques nutritionnels de produits réglementés, tel que les denrées alimentaires destinées à des fins médicales spéciales (DADFMS). L'UERN assure également le suivi opérationnel du dispositif national de Nutrivigilance

Date de prise de fonctions :
Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :
Existence d'astreintes et de déplacements

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre quotidien

- Prendre en charge et/ou piloter le traitement de saisines et auto-saisines dans le cadre de l'expertise collective du CES « Nutrition humaine » et des groupes de travail qui y sont rattachés,
- Identifier les questions posées au CES, les moyens et les compétences nécessaires pour y répondre,
- Fournir un appui scientifique à l'expertise,
- Organiser les réunions (CES, groupes de travail, autres...),
- Rédiger les comptes rendus de réunions et tout ou partie du produit de l'expertise (avis, rapports),
- Traiter une saisine ne relevant pas de l'expertise collective, en accord avec le chef d'unité concerné ; élaborer des synthèses bibliographiques, états des connaissances...
- Contribuer à la préparation des documents susceptibles d'accompagner la publication des produits de l'expertise, à la diffusion de l'information (publications scientifiques, enseignement, formations, rapports d'activités, interviews média tous supports, etc.),
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services compétents (DAJ, documentation...),
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité,
- Participer le cas échéant aux activités européennes et internationales de l'agence dans le champ de la nutrition.

Votre profil

- **Formation et expérience requises :**

Diplômes requis : Minimum Niveau Bac + 3 à Bac + 5 (diplôme d'ingénieur, master 2...) souhaité dans le domaine de la nutrition, biochimie des aliments, physiologie humaine, santé publique...

L'expérience professionnelle est un atout mais les débutants sont acceptés.

- **Compétences :**

Connaissance des grandes problématiques de nutrition et de sa réglementation,

Aptitude au raisonnement scientifique indispensable,

Capacité de synthèse et très bonnes aptitudes rédactionnelles,

Capacité de travail en mode projet,

Réactivité et disponibilité,

Facilité de contact, d'intégration et de travail en équipe,

Maîtrise du recensement des données bibliographiques,

Maîtrise de l'anglais scientifique, écrit et oral,

Pratique des logiciels de bureautique,

Compétences spécifiques en analyse de risques non indispensables mais appréciées,

Compétences relatives au lien activité physique/santé non indispensables mais appréciées

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.

Rejoignez-nous !

* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique,
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- De différents avantages (restaurant administratif, RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :

- **Le poste est basé à Maisons-Alfort**
Métro 8 « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort », RER D : station « Maisons-Alfort Alfortville », Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4

Pour postuler :

Contact opérationnel :

Aymeric DOPTER, Chef de l'unité d'évaluation des risques liés à la nutrition (aymeric.dopter@anses.fr),

Perrine NADAUD, Adjointe au Chef d'unité (Perrine.NADAUD@anses.fr)

Adresser au plus tard le 15/052023, lettre de motivation + CV en indiquant la référence 2023-070 à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

Soigneur cavalier meneur (H/F)



Haras national d'Uzès (30)



Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public (C)



Niveau d'études : 3 (CAP-BEP)
Expérience : 2 ans

Filière : technique

Catégorie : C - fonctionnaire ou contractuel de droit public

Groupe RIFSEEP : G2

Poste : vacant

Date limite de candidature : 18/05/2023

Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/06/2023

DESCRIPTION DU POSTE

➤ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut français du cheval et de l'équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants: le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'Ifce est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :



- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du responsable de site

Présentation du service/de la Direction :

Le Haras national d'Uzès est issu d'une longue tradition d'élevage dans la région méditerranéenne. Aujourd'hui, siège de la Délégation territoriale Arc méditerranéen de l'IFCE, il assure des missions dans les domaines : recherche, diffusion, formation et valorisation du patrimoine équestre.

➤ Missions du poste et description des activités

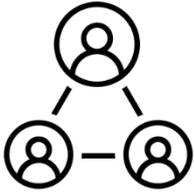
Le site IFCE du Haras national d'Uzès accueille une vingtaine de chevaux de formation à l'année et des chevaux de passage en lien avec les activités du site (formation, recherche, location d'infrastructures, manifestations).



En tant que soigneur cavalier/meneur, vous travaillerez au sein d'une équipe au service des chevaux via divers accès : formations, valorisation des patrimoines, projets de recherche.

Parmi vos missions, vous trouverez :

- Entretien général des écuries et du matériel
- Nourrissage, soins des chevaux, sorties au paddock
- Travail de la cavalerie (travail à pied, monté, attelé selon vos compétences)
- Participation à la logistique de l'écurie (suivi administratif, gestion des stocks d'alimentation et fournitures, interventions vétérinaires, dentiste, maréchal-ferrant)



➤ **Champ relationnel du poste**

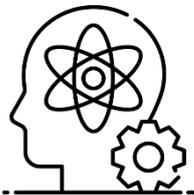
En interne

- Palefreniers/soigneurs
- Cavaliers/Meneurs
- Responsable d'écurie
- Responsable de site
- Formateurs

En externe

- Stagiaires
- Entreprises d'entretien du site
- Fournisseurs
- Vétérinaires, dentiste, maréchal-ferrant

➤ **Compétences requises pour le poste**



✓ **Savoir-faire**

- Hygiène et soin des équidés
- Alimentation des équidés
- Éducation et manipulation des équidés
- Pratique de l'équitation cavalier meneur préparateur de chevaux
- Pratique de l'équitation cavalier meneur jeunes chevaux

✓ **Savoir-être**

- Etre autonome
- Etre orienté vers l'action et le résultat
- Avoir l'esprit d'équipe
- Faire preuve de discrétion

➤ **Conditions particulières de travail**

- Conduite d'engins
- Permanences d'écurie
- Horaires particuliers
- Travail les week-ends et jours fériés
- Déplacements ponctuels
- Permis E et PL serait un plus

Ce poste donne accès à :

- Action sociale
- Participation Mutuelle

➤ **Composition du dossier**



- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,

CANDIDATURE – CONTACT



Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : julie.biboud@ifce.fr

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Responsable des applications
fonctionnelles formation (H/F)



Localisation : *Saumur*



Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public
(A)



Niveau d'études : Formation niveau 2 (Master)
Expérience :

Code RIME : FP2SIC03

Catégorie du poste : A

Classement du poste : 1 au titre des parcours professionnels des agents du Ministère de l'Agriculture

Cotation RIFSEEP si IAE ou attaché : G4

Poste vacant ou susceptible d'être vacant : Vacant

Date limite pour candidater : 18/05/2023,

Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/06/2023

Lieu de travail : IFCE site de Saumur (49)

DESCRIPTION DU POSTE

➤ Présentation de l'environnement professionnel

L'institut français du cheval et de l'équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

Le Pôle Formation Professionnelle (PFP) est chargé de développer et mettre en œuvre des formations en réponse aux besoins des professionnels de la filière équine. Le PFP recrute un(e) responsable des applications fonctionnelles – chargé(e) de mission, qui sera en charge de participer à l'élaboration de la stratégie informatique et numérique du PFP et à sa mise en œuvre.

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la directrice adjointe du Pôle formation professionnelle et de la directrice du Pôle formation professionnelle

➤ Missions du poste :

Les missions du responsable des applications fonctionnelles « formation » s'inscrivent dans le Contrat d'objectifs et de performance de l'IFCE.

L'agent est en charge de la gestion d'un portefeuille de projets informatiques en lien avec le métier de la formation professionnelle et assure la responsabilité du fonctionnement des applications et outils métiers en lien avec l'équipe de la Direction des systèmes d'information (DSI).

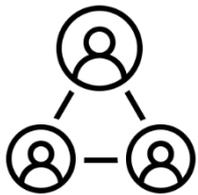
➤ Description des activités

- Piloter des projets en lien avec la formation professionnelle, dont des études comparatives d'outils et le déploiement des Open badges
- Identifier, formaliser :
 - les besoins informatiques et numériques du PFP et leurs évolutions
 - des cahiers des charges et des spécifications fonctionnelles au regard de ces besoins
- Assurer une veille sur les innovations informatiques et numériques en relation avec les métiers de la formation professionnelle
- Etre l'interlocuteur, au sein du PFP, du chef de projet informatique de la Direction des systèmes d'information (DSI)



- Assurer le support de 1er niveau des agents du PFP sur leurs outils métiers
- Animer des réseaux métiers (formateurs, assistantes administratives) en lien avec les outils du PFP
 - Organiser des tests utilisateurs
 - Valider les phases de recettage et les livraisons
- Maintenir des rapports automatisés et outils de reporting et en développer de nouveaux selon les besoins (Business Object)
- Développer le fonctionnement en mode projet au sein du PFP
- Proposer et mettre en œuvre le développement des compétences numériques des stagiaires en formation

➤ **Champ relationnel du poste**



En interne

- Direction du PFP
- Formateurs, coordonnateurs, responsables pédagogiques et administratifs
- Ingénieurs formation
- Assistants administratifs formation
- Chef de projet informatique de la DSI
- Directions fonctionnelles de l'IFCE

En externe

- Prescripteurs et financeurs de formation
- Prestataires de solution informatique
- Organismes de formation et formateurs externes

➤ **Compétences requises pour le poste**



✓ **Savoirs et savoir-faire**

Connaissance de la filière équine et de ses institutions
Ingénierie des formations de la filière
Formation des publics de la filière
Environnement institutionnel
Economie de la filière
Economie des entreprises
Utilisation de logiciels
Gestion de projet
Expression écrite
Expression orale
Relation avec les partenaires de l'IFCE

✓ **Savoir-être**

- Etre autonome
- Etre force de proposition et d'initiative
- Savoir rendre compte
- Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients
- Avoir le sens de l'efficience

➤ **Conditions particulières de travail**

Quelques fois par an, déplacements possibles sur tout le territoire national



➤ **Composition du dossier**

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : prenom.nom@ifce.fr

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

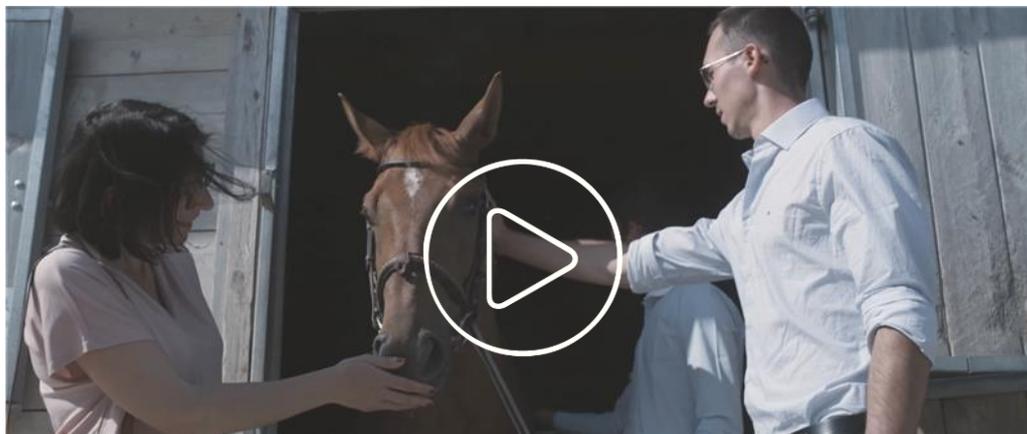


Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjointe chef d'unité potentiel viticole et pilotage de la restructuration

Direction des interventions/Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles

N° appel à candidature : 23540	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 3 Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;

- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Dans le secteur de la viticulture, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune. Au sein de la direction, le service « gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles » est composé de 3 unités.

L'unité gestion du potentiel et pilotage de la restructuration, composé de 6 personnes est organisée en deux pôles et contribue à la définition et au pilotage du régime des autorisations de plantations de vigne et de la mesure d'aide à la restructuration du vignoble

L'unité assure le pilotage national de deux dispositifs : la mesure restructuration du vignoble relevant de l'organisation commune des marchés et le régime des autorisations de plantations de vignes.

Objectifs du poste

En lien direct avec la cheffe d'unité, le/la titulaire du poste organise et coordonne l'action de l'unité pour la définition et à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif d'aide à la restructuration du vignoble et la gestion des autorisations de plantation de vignes. A ce titre, il/elle encadre notamment les agents de l'équipe et assure l'intérim de la cheffe d'unité en cas de besoin.

Missions et activités principales :

- Assurer l'intérim de la cheffe d'unité ;
- Représenter l'unité aux réunions internes et externes (conseil spécialisé vin et cidre de FranceAgriMer, groupes de travail et comités de pilotage thématiques) ;
- Participer au pilotage et à la coordination du travail entre les services territoriaux de FranceAgriMer et le siège pour la mise en œuvre des 2 dispositifs ;
- Participer à la rédaction des guides de procédures et aux réponses aux recours ;
- Editer les indicateurs de suivi, tableaux de pilotage, bilans ;
- Assurer le suivi du marché de l'assistance téléphonique (assistance aux utilisateurs des téléprocédures FranceAgriMer)
- Suivre le développement des outils informatiques dédiés (poursuite de la mise en œuvre du téléservice, expressions de besoins, recette informatique, assistance aux utilisateurs) ;
- Contribuer aux réponses à apporter aux missions de contrôles internes et externes.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique, service ordonnateur.
- Divers acteurs institutionnels externes à l'établissement : DGDDI, INAO, ministère chargé de l'agriculture ;
- Entreprises viticoles bénéficiaires de l'aide à la restructuration et des autorisations de plantation et représentants professionnels du secteur viticole.

Compétences requises pour le poste :

<p style="text-align: center;">Savoirs / Connaissances</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connaissances de la réglementation européenne horizontale et spécifique au secteur vitivinicole • Notions en agronomie et viticulture • Capacités rédactionnelles 		<p style="text-align: center;">Savoir-faire / Maîtrise</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des outils bureautiques classiques • Capacité à travailler en équipe et à animer un réseau • Rigueur, synthèse, réactivité • Organiser le travail 	
Diplôme – Expérience professionnelle			
Minimum bac+3 validé en cas de candidature contractuelle			
Contraintes du poste :			
Pas de contraintes particulières			
Poste clé¹ :	Oui	Non	X
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non	X
Poste à privilèges³ :	Oui	Non	X
Personnes à contacter			
Sophie PENET, cheffe de l'unité : 01 73 30 25 25; sophie.penet@franceagrimer.fr Marie PELTIER, adjointe à la cheffe d'unité : 01.73.30.21.86 ; marie.peltier@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement ; mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35			
Conditions de travail			
FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.			
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.			
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 11/05/2023			
Le dossier de candidature doit comporter :			
<ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 			

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET

OCCITANIE

Adjoint(e) cheffe de cellule contrôles

Service régional FranceAgriMer/Unité Contrôles

N° appel à candidature : 23561

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 1 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs

Filière d'emploi : 3 - Contrôle

Poste vacant – Prise de fonction au 01/06/2023

Localisation : MONTPELLIER (34)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Le service est chargé de la mise en œuvre au plan régional des missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et élevage. Il effectue le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales et communautaires octroyées à ces filières, et contribue également au suivi de la conjoncture et l'animation

régionale des filières. Il assume enfin des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, productions animales et grandes cultures.

Il est organisé en 5 unités :

- Une unité Productions animales et végétales
- Une unité « OCM viticole - Restructuration et à la reconversion du vignoble »
- Une unité « OCM viticole - Aides aux investissements des entreprises viti-vinicoles »
- Une unité certification des bois et plants de vigne et des vins sans IG
- Une unité Contrôles

Il concourt par ailleurs aux deux missions transversales rattachées à la direction de la DRAAF : « *durabilité de l'agriculture* » et « *coordination des stratégies de filières et bassins économiques* ».

Les agents affectés au sein de ces unités sont situés à Montpellier et Toulouse, en fonction notamment d'une logique de proximité

Objectifs du poste

- Contribuer au pilotage général de l'unité contrôles composée de 30 personnes
- Appuyer la cheffe de cellule du site de Montpellier dans l'encadrement de la cellule et la mise en œuvre de contrôles relevant de dispositifs nationaux et communautaires
- Réaliser des contrôles en entreprises et/ou en exploitations de type physique ou documentaire conformément aux réglementations nationales et communautaires et dans le respect des procédures
- Contribuer à l'évolution des outils et des procédures de contrôle

Missions et activités principales

- En appui à la cheffe de cellule sur le site de Montpellier, organiser et coordonner les contrôles
- Suppléer la cheffe de cellule en tant que de besoin
- Planifier et répartir les contrôles à réaliser entre les contrôleurs
- Superviser les contrôles
- Encadrer/tutorer les nouveaux contrôleurs et participer à leur formation
- Réaliser les contrôles physiques ou documentaires en entreprises et en exploitations agricoles sur différentes filières
- Participer aux projets de modernisation des outils de contrôle
- Participer aux groupe de travail d'amélioration des procédures
- Informer les professionnels sur les dispositifs relevant de l'établissement

Relations fonctionnelles du poste :

- Services de la DRAAF, services siège FAM, autres services territoriaux FAM,
- Services administratifs régionaux (DGDDI, DDTM,)
- Organisations professionnelles.
- Producteurs.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance en management
- Connaissance de la réglementation des secteurs du champ d'activité
- Connaissance de la comptabilité générale
- Connaissance des procédures de contrôles
- Connaissances techniques vitivinicoles
- Maîtrise des techniques de contrôle

Savoir-faire / Maîtrise

- Savoir manager une équipe
- Savoir organiser et planifier les tâches dans le respect des délais
- Maîtrise des logiciel métiers (RV, Suivi des Contrôles, Fonds Opérationnels...) et savoir utiliser les outils de mesures (GPS)
- Maîtriser les circuits d'instruction et les procédures de contrôle

<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des applications SIG FAM et « suivi des contrôles » 	<ul style="list-style-type: none"> • Savoir lire et comprendre les documents comptables et administratifs des entreprises • Savoir reconnaître les variétés de vigne • Maîtrise des outils bureautiques
Diplôme – Expérience professionnelle	
Minimum baccalauréat validé pour les candidats contractuels mais niveau bac+2 souhaité	
Contraintes du poste :	
Déplacements sur l'ensemble de la région Occitanie et exceptionnellement hors région Occitanie pour des missions d'entraide interrégionales.	
Poste clé¹ :	Oui Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui Non x
Poste à privilèges³ :	Oui Non x
Personnes à contacter	
Stéphane BOUNEAU, Chef du service FranceAgriMer Occitanie stephane.bouneau@franceagrimer.fr – Tel : 05 34 41 96 26	
Jean-Dominique PASTRUCH, Chef de l'unité Contrôles Occitanie jean-dominique.pastruch@franceagrimer.fr – Tel : 04 67 07 81 64	
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél.: 01 73 30 22 35	
Conditions de travail	
<i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 19/05/2023	
Le dossier de candidature doit comporter :	
<ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint(e) au chef de l'unité promotion

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /
Unité Promotion

N° appel à candidature : 23562	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,

- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur de la viticulture et pour d'autres filières, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides de la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre l'unité Promotion, composée de 25 personnes organisées en pôles, gère différents processus d'aide à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE. Des crédits européens et nationaux sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions, ...) dans leurs actions de promotion.

Les agents de l'unité travaillent en équipe au sein de 4 pôles sous la responsabilité d'un cadre.

Objectifs du poste

Venir en appui au chef de l'unité pour :

- Gérer les dispositifs de promotion conformément aux dispositions réglementaires,
- Organiser et coordonner l'action des agents de l'unité pour la mise en œuvre opérationnelle de ces dispositifs,
- Utiliser le contrôle interne et les indicateurs mis en place pour améliorer la gestion des dispositifs de promotion.

Missions et activités principales :

- Anticiper et préparer, en liaison avec les responsables de pôle de l'unité, la gestion des mesures de promotion
- Coordonner et organiser la mise en œuvre de ces mesures avec les autres services de l'établissement
- Organiser et suivre le déroulement des opérations administratives, l'instruction et la supervision des montants à payer
- Garantir le respect des procédures et des obligations réglementaires
- Répondre aux missions de contrôles internes et externes, aux demandes du MASA ou de l'UE
- Rendre compte de la mise en œuvre des différentes mesures et adapter les dispositifs pour les rendre plus efficaces.

Relations fonctionnelles du poste :

- Services internes de FranceAgriMer (agence comptable / service des contrôles / services territoriaux / délégué filière ...)
- Services du MASA
- Bénéficiaires des aides à la promotion / organisations interprofessionnelles
- Corps d'audit interne ou externe

Compétences requises pour le poste :

Connaître

- l'environnement institutionnel général et propre au domaine d'activité,
- la réglementation relative aux dispositifs communautaires gérés,
- les règles horizontales ou lignes directrices communautaires s'appliquant aux dispositifs gérés,
- l'organisation interne de l'établissement

Maîtriser

- les procédures internes de gestion,
- les techniques de management et les appliquer à l'équipe en place,
- la conception et la mise en œuvre de procédures,
- les techniques d'expression écrite et orale
- faire preuve d'initiative
- avoir le sens de l'organisation

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 3 validé pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

Personnes à contacter

Frédéric VINOT, unité promotion

☎ : 01 73 30 27 72 ✉ : frédéric.vinot@franceagrimer.fr

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion

☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilité@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 11/05/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e d'études bioéconomie et marché du carbone

Direction Marchés, études et prospective – Unité bioéconomie et analyses transversales

N° appel à candidature : 23564	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Filière d'emploi : 2 Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche ;
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique ;
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés.

La direction Marchés, études et prospective (MEP) est chargée, au sein de FranceAgriMer, d'établir et de diffuser auprès des partenaires publics et professionnels de l'Établissement l'information économique la plus pertinente pour assurer la transparence des marchés et éclairer les décisions à prendre. Elle est composée de deux services : le service « Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges » (AEF-OFPM) et le service « Analyses et fonctions transversales et multi-filières » (AFTM). Le service AFTM assure des missions

d'analyses économiques portant sur des sujets transverses aux différentes filières (ex. biomasse, consommation alimentaire) ou au travers d'outils méthodologiques spécifiques (évaluation, prospective, documentation, assistance informatique) ainsi que d'appui à l'analyse socio-économique des filières agricoles.

Au sein du service AFTM, le poste est rattaché à l'Unité Bioéconomie et analyses transversale (UAT), chargée notamment du volet valorisation non-alimentaire de la biomasse (biocarburants, méthanisation, coproduits animaux, produits biosourcés).

Ses principales missions sont de :

- Développer et mettre à jour la base de données sur les ressources et les usages de la biomasse non alimentaire (ONRB) ;
- Mettre à disposition et analyser les données économiques des filières suivies par l'unité ;
- Assurer un suivi réglementaire ;
- Maintenir une veille relative aux innovations qui émergent et offrent des potentiels de développement ;
- Participer à des groupes de travail scientifiques ou techniques ;
- Contribuer à l'élaboration et à la mise à jour de certaines stratégies nationales (ex. Stratégie nationale bioéconomie) ;
- Élaborer des recommandations pour les politiques publiques ou les stratégies des filières suivies par l'unité ;
- Animer les instances de concertation de l'établissement autour des questions de bioéconomie, biomasse et bioénergies.

Objectifs du poste

La-le chargé-e d'études sera le référent au sein de la direction MEP de FranceAgriMer sur la question du marché du carbone. Ainsi, la-le chargé-e d'études mènera une veille réglementaire, économique et scientifique sur le sujet. Elle-il sera amené-e à partager ses connaissances et les actualités sur le sujet lors des réunions de concertation organisées par l'équipe ou auxquelles l'unité est associée. L'angle prioritaire étant celui des perspectives et enjeux économiques associées à ces marchés carbone, elle-il sera encouragé-e à proposer des sujets de notes ou d'analyses dans ce domaine, qui seront publiés sur le site de FranceAgriMer.

En parallèle de cette montée en puissance de la thématique carbone, la-le chargé-e d'études participera à la recherche d'informations et la production de données pour alimenter les instances de concertation organisées par l'unité sur les sujets relevant des valorisations non alimentaires de la biomasse. La-le chargé-e d'études pourra ainsi proposer des sujets de conjoncture, d'analyse de données, de veille, de modélisation etc. et les mener à bien avec l'appui des autres chargés d'études et de la cheffe d'unité. Elle-Il sera également amené-e à les présenter lors de séminaires externes à l'unité et à les publier dans les lignes éditoriales de FranceAgriMer.

Enfin, la-le chargé-e d'études appuiera le développement de l'ONRB. Il s'agira de prendre part aux missions définies dans la feuille de route de l'ONRB, qui sont de trois ordres :

- constituer des réseaux d'interlocuteurs : d'une part pour ajouter une dimension territoriale à l'ONRB, et d'autre part pour intégrer des données sur des gisements et des usages de la biomasse non traités jusqu'à ce jour. Des réunions avec des experts pourront être organisées et animées en ce sens par la-le chargé-e d'études ;
- exprimer les différents gisements en valeur, en potentiel de production d'énergies et en toute autre unité qui s'avèrerait pertinente pour pouvoir synthétiser les productions de biomasse par grand type de débouché ;
- traiter les données récupérées pour les saisir dans l'ONRB.

Missions et activités principales :

- Développer une expertise à FranceAgriMer sur le marché du carbone et les perspectives économiques associées ;
- Contribuer à la production de travaux et à leur valorisation ;
- Participer au développement de l'ONRB ;
- Suivre les études lancées ponctuellement sur le thème de la bioéconomie : rédaction de cahier des charges, suivi de prestataire externe, valorisation écrite et en séminaire des résultats ;
- Assurer une veille réglementaire, technique, économique et scientifique des filières de valorisation non alimentaire de la biomasse, afin d'identifier les sujets clefs pour l'avenir de la bioéconomie ;
- Appuyer la cheffe d'unité dans l'alimentation et l'animation des instances de concertation en lien avec la bioéconomie.

Relations fonctionnelles du poste :

La·le chargé·e d'études travaillera en étroite collaboration avec les autres membres de l'unité bioéconomie et analyses transversales. Du fait de la transversalité des filières de la bioéconomie, la·le chargé·e d'études sera amené·e à travailler avec l'ensemble des unités de la direction MEP, les délégués filières ainsi qu'avec les administrations œuvrant pour la bioéconomie (MASA, MTE, Ademe, IGN...) et les acteurs régionaux. Un lien étroit avec les organisations professionnelles, instituts techniques et acteurs de la recherche dans le domaine de la bioéconomie sera indispensable pour assurer pleinement les missions confiées à la·au chargé·e d'études.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonne connaissance en matière d'analyse statistique et économique
- Des connaissances en économie de l'environnement et des biens publics seraient en particulier appréciées
- Bonne connaissance des filières agricoles, agro-industrielles, forestières et recyclage
- Bonne connaissance des politiques agricoles, économiques et environnementales
- Bonne capacité de synthèse d'études et de textes réglementaires
- Anglais avancé

Savoir-faire / Maîtrise

- Très bonne capacité rédactionnelle et de communication orale
- Esprit de synthèse
- Aptitude à conduire un projet
- Maîtrise des outils bureautiques
- Savoir être : autonomie, bon relationnel, sens du partage de l'information, sens de l'initiative, de l'organisation et des priorités, aptitude au travail en équipe, rigueur, méthode.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

Poste à privilèges³ :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Personnes à contacter	
<p>Patrick Aigrain, Chef du service Analyses et fonctions transversales et multi-filières 01 73 30 33 17 patrick.aigrain@franceagrimer.fr</p> <p>Aurore Payen, Cheffe de l'Unité Bioéconomie et Analyses transversales 01 73 30 22 47 aurore.payen@franceagrimer.fr</p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée de mission recrutements, SG/SRH Mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35</p>	
Conditions de travail	
<p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p> <p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.</p> <p>Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</p> <p>Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.</p> <p>Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 11/05/2023	
<p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.	

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

**DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET
BRETAGNE**

Gestionnaire "aval-statistiques céréales et actions régionalisées CASDAR

N° appel à candidature : 23565

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant

Localisation : Rennes (35)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Rattaché(e) au chef de service du Service Régional de l'Économie des Filières Agricoles et Agroalimentaires (SREFAA), DRAAF Bretagne

Le service pilote et gère les aides du Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et de la Forêt et de FranceAgriMer(FAM).

Le service territorial FAM réalise l'instruction des demandes de garantie financière des collecteurs de céréales, réalise les statistiques de collecte de céréales et les contrôles pour les aides communautaires et les procédures régaliennes de FranceAgriMer.

Il contribue également à l'analyse des exploitations agricoles, des filières et des entreprises agroalimentaires pour le compte du préfet de région et du Ministère de l'Agriculture.

Objectifs du poste

Piloter l'ensemble du dispositif aval céréales et gérer les dossiers actions régionalisées

Missions et activités principales :

Le (la) gestionnaire a en charge

- la mise en œuvre de la procédure « aval » : analyse financière des comptes des entreprises, délivrance des billets à ordre assurant de la garantie de FAM
- le suivi mensuel et annuel des statistiques de collecte des céréales
- l'instruction des dossiers déposés dans le cadre des appels à projets annuels Casdar (développement des connaissances et innovations en agriculture).
- l'information générale des demandeurs d'aides gérées par FAM.

Relations fonctionnelles du poste :

Entreprises concernées par la collecte de céréales
 Services du siège de FAM à Montreuil
 Services territoriaux de FAM ayant la même activité
 Agents de la DRAAF

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances scientifiques, techniques et agronomiques dans le secteur des productions animales et végétales
- Connaître la réglementation nationale et communautaire afférente aux filières concernées
- Connaître l'organisation des filières
- Connaissance du contexte organisme payeur

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des outils bureautiques
- Maîtrise des outils numériques spécifiques aux procédures gérées
- Savoir travailler en équipe

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience sur des fonctions similaires souhaitée
 Pour les candidats contractuels baccalauréat validé minimum

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non x

Poste à caractère sensible² : Oui Non x

Poste à privilèges³ : Oui Non x

Personnes à contacter

Didier Maroy, Chef du Service Régional de l'Économie des Filières Agricoles et Agroalimentaires. 02.99.28.22.05.
 didier.maroy@agriculture.gouv.fr
 Laurence Despinasse, cheffe de pôle Suivi des filières agricoles
 et agro-alimentaires. 02 99 28 22 12. Laurence.despinasse@agriculture.gouv.fr

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Benjamin Balique. Directeur adjoint en charge du secrétariat général. Sg.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 11/05/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX
(métro St Mandé I1, I9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Agence comptable / Unité visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes

Gestionnaire Visa

Poste catégorie B ou C	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : Sans objet	RIFSEEP : Secrétaire administratif : groupe 2 Technicien : groupe 2
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer (ODEADOM) est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer. L'ODEADOM est représenté au niveau de chacun des départements d'outre-mer par les préfets. Les Directions de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) sont les représentants territoriaux de l'Office pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle des territoires.</p> <p>Un groupement comptable est créé depuis 1^{er} mai 2020 entre les agences comptables de FranceAgriMer, de l'ODEADOM, de l'INAO et de l'Agence Bio. Il compte une soixantaine d'agents des différents établissements.</p> <p>Le service Visa des interventions regroupe les agents et les activités relatives aux aides nationales et aux aides européennes de FranceAgriMer, de l'ODEADOM et de l'Agence Bio. L'équipe d'une trentaine de personnes est répartie en 4 unités, placées sous la responsabilité de chefs d'unité, et une mission. L'une des unités (7 agents) est située au sein de la délégation nationale de Libourne (Gironde). Il est chargé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer) des mesures d'intervention ; - de la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide ; - des relations avec les différents corps de contrôle interne à FranceAgriMer ou à l'ODEADOM et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP). <p>Le groupement comptable est également chef des services financiers de l'ODEADOM. Le poste de gestionnaire visa est ouvert pour l'unité chargée du visa des aides de l'ODEADOM.</p> <p>L'unité Visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes est composée de 8 agents. Elle a la responsabilité, notamment, des mesures relatives aux territoires ultra-marins, à la promotion vitivinicole, à la promotion des produits agricoles, à l'aide aux plus démunis, aux fruits et légumes et au lait à l'école, à la génétique animale et végétale. Elle peut être amenée à traiter des aides de crise.</p>
Objectifs du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre des dispositifs de visa (dépenses, recettes avec ou sans irrégularité) en garantissant la qualité comptable et financière des aides et la qualité de service de l'agence comptable pour les mesures à destination des territoires ultra-marins. Le poste peut venir en appui pour les autres mesures gérées par l'unité. - Assister le chef d'unité et son adjoint lors des audits tant internes qu'externes notamment à la préparation de la mise à disposition des dossiers. - Assurer l'archivage des dossiers.

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Visa des données juridiques des bénéficiaires et des RIB pour les mesures en portefeuille Visa des paramètres de gestion Visa des dossiers de paiement Visa des dossiers de reversement et des titres de recette. Saisie des opérations financières dans le cadre de la convention de chef des services financiers de l'ODEADOM Archivage des dossiers et préparation de ces derniers pour les corps de contrôle Le cas échéant, visa des cautions (entrées/sorties), contrôle des inventaires Le cas échéant, recette de l'outil informatique	
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none"> • Services ordonnateurs (ODEADOM et FranceAgriMer) • Autres services de l'Agence comptable • Service des contrôles et suivi des audits 	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance des principes de la comptabilité publique - Connaissance de la réglementation européenne et nationale des dispositifs d'aide agricole - Connaissance des outils bureautiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Sens de l'organisation - Capacité d'analyse - Sérieux, rigueur et méthode - Aptitude à travailler en équipe - Capacité à rendre compte et à relayer les informations - Adaptation à différentes applications métiers
Personnes à contacter	<p>Monsieur Jérôme MELANIE, Chef du service Visa des interventions – Tél : 01 73 30 20 38 Courriel : jerome.melanie@franceagrimer.fr</p> <p>Madame Marlène BONNISSENT, Cheffe d'unité "Visa des aides à l'outre-mer, à la promotion et autres interventions nationales et européennes"- Tél : 01 73 30 20 21 Courriel : marlene.bonnissent@franceagrimer.fr</p> <p>Monsieur David BATISTA, Secrétaire général- Tél : 01.41.63.19.78 Courriel : david.batista@odeadom.fr</p> <p>Date limite de candidature : 15 mai 2023</p>	

N° du poste :		
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1		Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP : 4
Poste basé à Bègles		
Poste vacant à compter du 19 avril 2023		
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels de la qualité et de l'origine (SIQO).</p> <p>Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label rouge, Agriculture biologique et STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</p> <p>La délégation territoriale Aquitaine Poitou-Charentes intervient sur environ 200 SIQO (filières viticole, laitière et agro-alimentaire) ainsi que sur la filière agriculture biologique. La délégation est composée de 3 sites territoriaux : Bègles, Chateaubernard et Pau. Le site de Bègles compte 18 agents.</p>	
Objectifs du poste	Conduire des projets dont la délégation territoriale a la responsabilité, sur une ou plusieurs missions de l'Institut.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>1/ Sous l'autorité du délégué territorial, l'agent sera chargé, en relation avec les groupements professionnels (Organismes de Défense et de Gestion) et les organismes de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'instruction des cahiers des charges définissant les produits sous SIQO ; - de l'instruction des plans de contrôle et de la supervision des contrôles des SIQO, en lien avec le service contrôle de l'INAO ; - du suivi des produits sous SIQO et de leurs organismes de défense et de gestion <p>Ces activités comportent l'animation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'équipes pluridisciplinaires d'agents de l'INAO ; - de commissions de professionnels et d'experts nommés par les instances de l'INAO ; - de relations avec les échelons locaux des administrations et des collectivités locales. <p>2/ Assurer la délimitation des aires de production des produits sous SIQO et la mission de préservation du foncier agricole.</p> <p>3/ Il sera également conduit à informer et communiquer sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, des établissements d'enseignement et autres organismes Il assurera la représentation de l'INAO en appui de la déléguée territoriale.</p>	
Champ relationnel du poste	Services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles et professionnels membres des comités nationaux, organismes de contrôle. Déplacements fréquents	
Compétences liées au poste	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la réglementation, des concepts des SIQO et de l'environnement institutionnel et professionnel - Connaissances en géologie, géographie, pédologie, sciences humaines - Connaissances des techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires - Economie des filières agricoles et agroalimentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement et animation d'équipe projet ; - Pilotage de projets ; - Conduite de réunion ; - Capacités d'analyse et de synthèse ; - Sens de la communication et du contact avec les professionnels ; - Autonomie; - Expression écrite et orale ; - Maîtrise des outils bureautiques et de cartographies.
Conditions d'exercice	Un tutorat et un parcours adapté de formation sont proposés à l'agent pour accompagner sa prise de poste, ainsi qu'un accès au plan annuel de formation par la suite.	

	<p>Congés annuels + ARTT + régime d'horaires variables Dispositif de télétravail fixe ou flottant sous condition d'éligibilité Chèques déjeuner dans les sites sans accès à un restaurant administratif Accès aux offres du Comité d'action sociale HORIZON</p>
Personnes à contacter	<p>Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste et sur les missions: Monsieur Laurent FIDELE, délégué territorial Aquitaine Poitou-Charentes – Tel. 05.56.01.73.47 - Courriel : l.fidele@inao.gouv.fr</p>

Conseiller(e) formation



Localisation : DRH – Siège Limoges



Statut : Fonctionnaire
Ouvert contractuel



Cotation RIFSEEP : Groupe 2
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B
Bac + 2

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

- Planifier, organiser et déployer les formations à destination de tous les agents
- Développer de nouvelles modalités pédagogiques, enrichir l'offre et adapter les procédures d'achat
- Conseiller, informer et accompagner un agent dans son parcours de formation et ses projets professionnels en lien avec le chargé d'ingénierie de formation et le conseiller en évolution professionnelle.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de dispositifs publics tels que l'activité partielle, le bonus écologique, les aides de la Politique agricole commune (PAC)... Elle est au cœur de la transformation numérique de l'action publique. Elle a versé 36,6 milliards € à plusieurs millions de bénéficiaires en 2021 et compte 2 200 agents et plus de 80 métiers tournés vers

l'innovation.

Vous rejoindrez la Direction des Ressources Humaines qui assure le pilotage des effectifs et de la masse salariale de l'Agence, des compétences, la carrière, la gestion administrative et la paie, le recrutement et la formation des agents et le dialogue social avec les organisations syndicales.



MISSIONS

En lien avec le chef de pôle :

Planifier, organiser et déployer les formations à destination de tous les agents :

- Planifier, organiser les sessions de formation, en assurer le suivi y compris financier et celui des frais de déplacement
- Analyser les demandes des sites et en faire un suivi (contenu, budget, suivi des bons de commande, réalisation)

Développer de nouvelles modalités pédagogiques, enrichir l'offre et adapter les procédures d'achat

- Adapter les modalités pédagogiques en fonction des objectifs, proposer des formats innovants (e-learning, distanciel, présentiel,

mixte) et les contenus (quizz, serious games, simulations en groupe

- Utiliser les évaluations pour challenger les contenus et déterminer si une formation doit être maintenue, modifiée ou supprimée.
- Travailler avec les prestataires pour adapter les contenus aux besoins des directions.

- Accompagner et conseiller les directions pour décliner les projets en besoins en formation à mettre en œuvre.
 - Préparer en collaboration avec les directions métiers le contenu des formations
 - Analyser les comptes rendus d'entretiens professionnels et construire et déployer des plans de formation de directions
 - Conseiller, informer et accompagner un agent dans son parcours de formation
 - Conseiller les agents sur leur parcours de formation et construire selon les besoins un parcours sur mesure
 - Déployer et conseiller sur la mobilisation de dispositifs spécifiques : compte personnel de formation, congé de formation, bilan de compétences, ...
 - Participer aux missions transverses du pôle et du service :
 - Créer des fiches outils, des modes opératoires et de mettre à disposition du contenu
 - Participer et /ou mener des entretiens d'accompagnement dans le cadre de construction de projets professionnels
- Répondre aux besoins individuels



CHAMP RELATIONNEL

Le service Parcours Professionnel et plus largement l'ensemble des services et des agents de la DRH
L'ensemble des directions de l'Agence
Le MASA
Les organismes de formation partenaires
Les intervenants du champs emploi, maladie et Handicap

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de la réglementation en matière de formation et de commande publique formation
- Connaissance des métiers de l'ASP et de l'environnement ministériel
- Connaissance de l'ingénierie de



SAVOIR-FAIRE

- Jouer un rôle de conseil et d'aide à la décision
- Evaluer, hiérarchiser et prioriser les attentes et les besoins
- Concevoir un projet, une démarche, un dispositif
- Capacité d'analyse
- Sens de l'organisation
- Quelle était relationnelle et rédactionnelle
- Maîtrise des outils bureautiques et application



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Madame Carole Alzapiedi, cheffe du service Parcours Professionnels - Tél : 05 55 12 00 66 – carole.alzapiedi@asp-public.fr
- Monsieur Thierry Douville, chef du pôle Formation et Accompagnement – Tél : 05 55 12 09 60 – thierry.douville@asp-public.fr

Chargé d'action de prestations financières (H/F) L14121



Localisation : LIMOGES



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro : sans objet



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité du chef de secteur, vous assurerez la fonction de chargé d'action de prestations financières.

Vous contribuerez aux travaux du secteur, notamment sur le suivi des crédits de l'Etat et des crédits européens relevant du domaine agricole et de la pêche.

Vous travaillerez en binôme, au moins dans un premier temps, en bénéficiant de l'accompagnement des agents expérimentés du secteur.

Vous serez formé(e) aux différents dispositifs du secteur, aux procédures ainsi qu'aux outils de suivi mis en place.

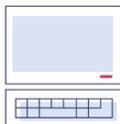


ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche.

Au sein de la Direction du développement rural et de la pêche (DDRP), vous intégrerez le Service Valorisation, restitution et performance (SVRP) et le secteur du Financement agricole et de la pêche (SFAP).



MISSIONS

Contribution au suivi des crédits Etat (aides nationales et cofinancées) :

Suivi des autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) pour le MASA et le MTE :

- suivi financier, reporting mensuel
- prévisionnel trimestriel
- bilan de l'Etat.

Participation aux travaux relevant du second pilier de la PAC (FEADER)

- Déclaration des irrégularités auprès de l'OLAF (office européen de lutte anti-fraude) : saisie des dossiers
- Calcul des Ordres de Reversement "intérêts"

Prise en charge d'activités transverses ou spécifiques

- Assistance utilisateur : suivi des Tickets incidents métier relevant du secteur
- Déclaration des cotisations sociales dans le cadre du dispositif « bourse de stage agricole »
- Participation aux autres activités du secteur en tant que de besoin



CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en relation avec :

- Les collègues du secteur, du service et de la DDRP
- Les directions de l'ASP au Siège (Agence comptable, DFJL) et en régions
- Les bureaux du MASA (BBEP, bureaux métier) et du MTE

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Capacité à assimiler une réglementation et des procédures techniques ;
- Connaître les procédures et obligations relatives aux dossiers traités ;
- Maîtrise des outils bureautiques et informatiques de base indispensable.



SAVOIR-FAIRE

- Rigueur et méthode ;
- Aptitudes relationnelles ;
- Sens de la qualité de service ;
- Polyvalence et adaptation.
- Capacité d'analyse et de rendre compte ;
- Qualités rédactionnelles ;



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour plus d'informations sur le poste veuillez contacter :

- Thomas GRANSAGNE, chef du secteur du financement agricole et de la pêche (SFAP) au 05 55 12 01 96 ou thomas.gransagne@asp-public.fr
- Delphine CROS, cheffe de service adjointe du service valorisation, restitutions et performance (SVRP) au 05 55 12 07 38 ou delphine.cros@asp-public.fr
- Catherine MANSOUR, chargée de mission RH à DDRP au 05 55 12 01 32 ou catherine.mansour@asp-public.fr

Data scientist / Gouverneur des données du Lac de données agricoles (H/F)

Poste L14166



Localisation : ASP, Montreuil s/Bois



Statut : Fonctionnaire ou contractuel



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Bac+3

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Au sein du Lac de données agricoles (plateforme Big data), vous aurez le rôle de Gouverneur de la donnée visant le déploiement de la stratégie de Gouvernance des données du lac de données, selon différentes typologies de cas d'usage. Vous veillerez à une action coordonnée de la part des projets de Data Science et de valorisation de la donnée présents dans le lac, permettant ainsi leur bonne réalisation. Vous aurez à animer les communautés métiers et être le point d'entrée privilégié pour les équipes sur les sujets transverses autour des données agricoles. En sus, vous apporterez votre expertise pour l'exploration et l'analyse complexe de données au moyen de techniques variées.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public entièrement dédié à la mise en œuvre de politiques publiques au niveau européen & national.

Premier payeur européen d'aides agricoles, l'ASP verse chaque année environ, 8,5 milliards d'euros dans le cadre de la politique agricole commune (PAC). Des milliers de données sont ainsi générées et à exploiter.

L'ASP compte 2 200 agents, basés dans

toutes les régions de France, en métropole comme à l'outre-mer.

Vous intégrerez la Direction de programme du Lac de données agricoles, dont les équipes sont situées à Montreuil S/Bois et à Limoges.

Télétravail possible. Positionnement à Montreuil s/Bois

Prise de poste souhaitée d'ici septembre 2023



MISSIONS

Pilotage

- Contribuer à la définition des rôles et responsabilités liés à la gouvernance des données, autour d'une feuille de route à bâtir (processus, outils, rôles/organisation), en lien avec l'architecte applicatif.
- Animer un réseau de responsables des données Métier avec un focus sur le développement de la valeur des données, la protection des données sensibles.
- Assurer le pilotage du catalogue de données métier et technique et susciter l'adhésion des équipes projets autour de son usage.
- Arbitrer, avec la Direction de programme,

les différents choix à effectuer dans l'intérêt du Lac de données agricoles.

- Faire le lien entre les communautés métiers et les technologies pour assurer que bonnes pratiques data soient définies, communiquées, comprises et mises en œuvre par tous les acteurs.
- Assurer que les processus Data, les outils, l'architecture soient intégrés et consistants.

Production :

- Mener l'inventaire des données et des référentiels du Lac de données, et le maintenir actualisé dans le temps (dictionnaire et catalogue Atlas).
- Adresser des problèmes de qualité de données tout au long du cycle de vie des données et en cherchant des solutions par soi-même ou auprès du prestataire informatique.
- Selon appétence, piloter des projets de valorisation de données.
- Identifier de nouvelles opportunités métiers en lien avec l'usage des données.
- Gérer la gestion des habilitations au portail d'accès aux données.



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Directions-métiers de l'ASP, la DNSI
- En externe : Organismes payeurs français et européens, Ministère de l'agriculture, Commission européenne, Organismes de recherche français

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Bonne expérience data
- Gestion de projets Data complexes, si possible de Big Data
- Maitrise des outils techniques nécessaires au traitement de la donnée (dataviz, Microstrategy (ou SAP BI), Dataiku)
- Maitrise de Mega Hopex (ou Bizagi) et de Cloudera/Apache Atlas serait des plus
- Maitrise des logiciels bureautiques



SAVOIR-FAIRE

- Travailler en équipe
- Concevoir des solutions technico-fonctionnelles à partir de cahiers des charges utilisateurs
- Gérer des priorités, des activités multiples, et faire face à une forte exigence de réactivité
- Rigueur, autonomie, méthode et sens de l'organisation
- Conduire des projets en autonomie
- Capacité à respecter des délais
- Reformuler, analyser, synthétiser des besoins autour des données
- Maitrise de l'anglais



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Monsieur Pierre POUSSARD – Directeur du Lac de données agricoles – DSDA, DDRP & MCFA - pierre.poussard@asp-public.fr – Tél : 01 73 02 17 23

- Madame Catherine MANSOUR – Direction du développement rural et de la pêche - Mission administrative et financière – Chargée de mission RH – catherine.mansour@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 32

Chef/cheffe de projet informatique Synapse (H/F)

Poste L14167



Localisation : ASP, Montreuil s/Bois



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Bac+5

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité du Directeur de programme, vous aurez la charge de la production du rapport annuel de performance de la Politique Agricole Commune 2023-2027.

Vous piloterez le maintien en condition opérationnelle d'un système d'information dédié à la collecte des données de suivi et d'évaluation de la PAC, appelé Synapse. Développé depuis mars 2022, sa mise en production est prévue en juin 2023, au sein du Lac de données agricoles (plateforme Big data).

A ce titre, vous serez responsable du respect des délais et des objectifs de production des rapports et restitutions de données, tel que prévu par le cadre européen et par le Ministère en charge de l'agriculture.

Vous pourrez aussi venir en appui aux Organismes payeurs dans la collecte des données & dans leur vérification. Vous serez responsable de l'évolution de l'applicatif Synapse.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public entièrement dédié à la mise en œuvre de politiques publiques au niveau européen, national et territorial.

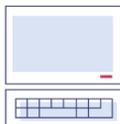
Premier payeur européen d'aides agricoles, l'ASP verse chaque année environ, 8,5 milliards d'euros dans le cadre de la politique agricole commune (PAC). Chaque euro doit être suivi, justifié et évalué au travers d'indicateurs de performance.

L'ASP compte 2 200 agents, basés dans toutes

les régions de France, en métropole comme à l'outre-mer.

Vous intégrerez la Direction de programme du Lac de données agricoles, dont les équipes sont situées à Montreuil S/Bois et à Limoges.

Télétravail possible. Positionnement à Montreuil s/Bois (de préférence) ou à Limoges.
Prise de poste souhaitée d'ici septembre 2023



MISSIONS

Pilotage :

- Être responsable du bon fonctionnement de l'applicatif Synapse
- Être force de proposition dans l'amélioration de l'applicatif en cours d'exploitation (actualisation du cahier des charges)
- Assurer le suivi de l'activité et organiser les contrôles qualité, en collaboration étroite avec les agents de l'équipe du Lac de données
- Analyser les besoins d'évolution ou de corrections du Système d'information, en lien avec le prestataire informatique (MoE)
- Piloter tout nouveau cas d'usage de valorisation des données au périmètre de la PAC (expression de besoin, spécifications, pilotage des développements informatiques par le MOE et de la phase de recette)

Production :

- Anticiper et planifier toutes restitutions de données réglementaires ou exprimées au fil de l'eau
- Développer de nouvelles restitutions de données pour répondre aux demandes
- Être garant de la mise en œuvre du contrôle interne de l'applicatif Synapse, en lien étroit avec la mission de coordination des organismes payeurs des Fonds agricoles (plan de contrôles, performance)
- Réaliser et mettre en application les fiches de procédures, dans le cadre du dossier d'exploitation



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Direction des Soutiens Directs Agricoles (DSDA), Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP), Mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles (MCFA)
- En externe : Ministère en charge de l'agriculture, Conseils régionaux, Organismes payeurs français, Auditeurs (français et européens)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Bonne expérience en chefferie de projets informatiques
- Idéalement : une connaissance de la PAC serait appréciée (ou du monde agricole)
- Expérience Scrum Master serait un plus
- Maîtrise des logiciels bureautiques
- Maîtrise des outils techniques nécessaires au traitement de la donnée (dataviz, Microstrategy (ou SAP BI), Dataiku)



SAVOIR-FAIRE

- Travailler en équipe
- Gérer des priorités, des activités multiples, et faire face à une forte exigence de réactivité
- Conduire des projets en autonomie
- Capacité d'écoute
- Aptitudes relationnelles
- Sens de la qualité de service
- Rigueur, autonomie, méthode et sens de l'organisation
- Polyvalence, réactivité et adaptation
- Capacité rédactionnelle et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais.



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Monsieur Pierre POUSSARD – Directeur du Lac de données agricoles – DSDA, DDRP & MCFA - pierre.poussard@asp-public.fr – Tél : 01 73 02 17 23

- Madame Catherine MANSOUR – Direction du développement rural et de la pêche - Mission administrative et financière – Chargée de mission RH – catherine.mansour@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 32

Analyste fonctionnel (H/F)

L14211



Localisation : ASP Siège Limoges



Statut : Fonctionnaire (cat. A), CDI



Cotation RIFSEEP : Groupe 3

Cotation Parcours Pro : 1



Niveau d'études : Bac + 3 minimum

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité du chef de secteur , vous réaliserez :

- L'animation de la cellule dédiée en charge du système d'identification des individus de la PAC (RCIPAC)
- Le suivi et le pilotage des demandes de mise à jour des référentiels des partenaires dans l'outil REFPAC qui permet de partager l'ensemble des référentiels nécessaires à la nouvelle programmation.

Vous pourrez être amené à contribuer également aux autres travaux du secteur, notamment sur le suivi des indicateurs de la performance HSIGC nécessaires pour produire le rapport de performance à destination de la Commission Européenne.

Vous serez formé aux différents outils mis en place, ainsi qu'à l'environnement réglementaire et technique de la PAC 23-27.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche.

Au sein de la Direction du développement rural et de la pêche (DDRP), vous intégrerez le Service Valorisation, restitution et performance (SVRP) et le secteur du Pilotage de la Performance (SPP). Le SPP est chargé de la performance pour l'organisme payeur en charge des aides HSIGC. Il supervise également l'identification unique des individus de la PAC 23-27 et garantit la prise en charge des demandes de mise à jour ou d'enrichissement des référentiels nécessaires à l'ensemble des acteurs de la PAC 23-27.



MISSIONS

Animer la cellule dédiée sur le RCIPAC

- Animation du réseau de référents « individus de la PAC » auprès des différents organismes payeurs et autorités de gestion
- Contrôle interne sur l'identification des individus : établissement et MAJ de la cartographie des risques, définition et mise en œuvre de la politique de supervision, pour éviter les doublons et garantir le respect des procédures
- Expertise sur des cas métiers
- Rédaction d'expressions de besoin, le cas échéant, pour faire évoluer le RCIPAC

Assurer la prise en charge des demandes de mise à jour des référentiels des partenaires

- Animer le réseau des référents « référentiels » et l'espace RefPAC dédié aux référentiels
- Participer aux travaux de mise à jour des référentiels en s'assurant que les demandes des partenaires sont prises en charge et qu'elles suivent le processus défini garantissant le respect des étapes prévues

Etre un appui à la supervision des données Performance des aides relevant du HSIGC, en lien avec la personne en charge de cette activité au sein du secteur.

Pour l'exercice de ces 3 missions, vous exécuterez les tâches suivantes :

- Participer, animer des réunions (réseau de référents partenaires, comités de suivi, de pilotage)
- Elaborer les tableaux de bord de pilotage
- Assister les utilisateurs (formation, assistance utilisateur, JIRA)
- Définir et assurer le contrôle interne
- Proposer la mise en place ou l'évolution des normes et procédures
- Rédiger des expressions de besoin



CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en relation avec :

- Les autres secteurs et services de la direction
- Les services du MASA
- Les autorités régionales du FEADER
- Les autres organismes payeurs

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Mise en place de bilans d'actions, tableaux de bord, définition d'indicateurs
- Connaissance de l'environnement institutionnel européen, des politiques agricoles rurales, environnementales et de la pêche
- Connaissance sur l'identification des individus
- Maîtrise des outils bureautiques



SAVOIR-FAIRE

- Animation (animation d'un réseau, réunions)
- Capacité d'analyse
- Capacité de synthèse et de reporting
- Travailler en équipe et en mode projet
- Sens des relations humaines
- Réactivité



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour plus d'informations sur le poste :

- Anne-Flore ALAGUILLAUME, cheffe du service de la valorisation, des restitutions et de la performance (SVRP) au 05 55 12 01 65 ou anne-flore.alaguillaume@asp-public.fr
- Catherine MANSOUR, chargée de mission RH à DDRP à catherine.mansour@asp-public.fr

Secrétaire de direction (H/F)



Localisation : ASP, Mission de coordination des organismes payeurs - site de Montreuil S/Bois



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : Sans objet



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Apporter un support permettant de faciliter le quotidien d'une équipe de 10 agents rattachée à la direction générale. La MCFA assurant des missions de coordination et d'appui aux 4 organismes payeurs dans leurs relations avec les autorités européennes, le rôle du secrétariat est central.

Assurer la gestion administrative, diffuser les courriers, organiser et préparer les réunions de l'équipe, avec l'organisme de certification, avec les organismes payeurs, assurer le suivi des délai de réponses à apporter à la Commission Européenne et contribuer à la mise à jour de tableaux de bord.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public

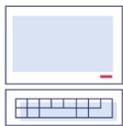
entièrement dédié à la mise en œuvre de politiques publiques au niveau européen, national et territorial. Premier payeur européen d'aides agricoles, l'ASP verse chaque année environ, 8,5 milliards d'euros dans le cadre de la politique agricole commune (PAC).

Vous rejoindrez la Mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles (MCFA), composée de 10 personnes situées à Montreuil S/Bois et à

Limoges.

La MCFA est l'interlocuteur de la Commission européenne et de la Cour des comptes européenne pour la gestion et le contrôle des fonds agricoles européens (9,5 Md€ par an). Elle intervient également dans la gestion des aides communautaires dans le secteur de la pêche.

Enfin la MCFA est responsable de l'élaboration des rapports annuels de performance, qui sont le support du reporting des dépenses de la PAC.



MISSIONS

- organiser les réunions et visioconférences,
- tenir les plannings de l'équipe, assurer le suivi des congés et la saisie dans l'outil de gestion du temps de travail,
- planifier et organiser les déplacements des membres de l'équipe,
- gérer l'archivage documentaire,
- enregistrer et diffuser les courriers relatifs aux enquêtes de la Commission européenne et de la Cour des comptes à l'attention des organismes payeurs,
- transmettre les réponses des autorités françaises au secrétariat général aux affaires européennes (SGAE),
- suivre les échéances de réponse,
- contribuer à la mise à jour de tableaux de bord en lien avec les chargés de mission, l'adjoite ou le chef de service.



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : services audits externes et certification, directions métiers.
- En externe : ministère de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture (DGPE), organisme de certification des comptes (CCCOP), secrétariat général aux affaires européennes (SGAE), Commission européenne et la Cour des comptes européenne.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, messageries, outils de visioconférence), aisance avec les outils informatiques
- Connaissance de l'environnement appréciée (ASP, ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et ses établissements publics)



SAVOIR-FAIRE

- Aptitudes relationnelles et au travail
- Capacité à rendre compte en équipe
- Organisation, rigueur, méthode, planification et suivi, réactivité
- Assistance administrative et polyvalence,
- Capacité d'initiative et autonomie,



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Mme Céline GADY-FEYSSAT, conseillère recrutement mobilité formation de la DRH – mobilite@asp-public.fr
- M. Yanco BOUTON, Chef de service – yanco.bouton@asp-public.fr

Chef(fe) du service contrôle



Localisation : Nancy



Statut : Fonctionnaire de catégorie A+



Cotation RIFSEEP : 2

Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études :

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Placé sous l'autorité du directeur régional et de son adjoint en Grand Est, le titulaire assure le pilotage et le management du service contrôle agricole.

Ce service réparti sur Nancy, Chalons en Champagne et Strasbourg compte 3 adjoints à chef de service (sur chaque site) et une vingtaine d'agents titulaires auxquels s'ajoutent des agents en contrat à durée déterminée, en charge des contrôles sur place.

L'activité du service s'inscrit dans la mise en œuvre de la politique agricole commune. Elle porte en particulier sur le pilotage, le suivi et l'exécution des contrôles animaux, des contrôles surfaciques (aides du 1^{er} pilier de la PAC, Mesures agro environnementales/Bio et Indemnité Compensatoire Handicap Naturel) et non surfaciques.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

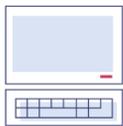
L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public entièrement dédié à la mise en œuvre de politiques publiques au niveau européen, national et territorial. Premier payeur européen d'aides agricoles, l'ASP verse chaque année environ, 8,5 milliards d'euros dans le cadre de la politique agricole commune (PAC).

Vous rejoindrez la Direction régionale Grand-Est composée de 3 sites, Nancy, son siège, Châlons-en-Champagne et Strasbourg

Le service contrôle est sous l'autorité d'un chef de service, basé à Nancy.

L'ASP compte 2 200 agents, basés dans toutes les régions de France, en métropole

comme à l'outre-mer.



MISSIONS

Le chef de service :

Pilote et manage le service (recrutement, animation, entretiens professionnels...) Il encadre à ce titre les agents du service et participe au fonctionnement général de la DR et à la définition de la stratégie locale.

Veille à inscrire son action dans le cadre d'un Service unique de portée régionale, par sa participation aux activités du Service (réunions des cadres ; réunions inter-sites, présence sur le site).

Veille à l'atteinte des objectifs du service et le respect des délais en termes de

contrôle, en application de la réglementation des procédures nationales.

Assure, en lien avec le Directeur Régional et son adjoint(e), la représentation du service et le relationnel avec les partenaires internes (services du siège de l'ASP) et externes (services déconcentrés et organismes professionnels agricoles).

Assure la planification de l'activité (différentes campagnes de contrôle), son organisation opérationnelle, le suivi de l'activité (tableaux de bord) et l'affectation des agents

organisationnel, notamment dans le cadre des réformes de la PAC (mise en place de nouveaux outils, de nouvelles procédures).

Anime et assure le suivi de la démarche plan de performance PAC

Participe à des groupes de travail interne et externe

Accompagne le changement technique et



CHAMP RELATIONNEL

- En interne DR, avec les différents acteurs du service contrôle, les chefs de service de la direction régionale
- Avec le Siège de l'ASP, la Direction métier en charge des contrôles et la Direction de l'Organisation et de la Performance.
- En externe, le chef de service est en relation régulière avec les services Economie Agricole des 10 DDT composant la Région Grand Est, les services de la DRAAF, du Conseil Régional et ponctuellement des organismes professionnels agricoles.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de la réglementation applicable à la politique agricole commune
- Connaissance de l'environnement institutionnel administratif et de ses enjeux
- Sens des responsabilités et des enjeux stratégiques propres à l'activité
- Maîtrise des outils bureautiques, en particulier Excel, Word, Powerpoint



SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'organisation et de pilotage de l'activité.
- Sens du travail en équipe et du partage d'objectifs
- Expérience dans le management d'équipe, dans le pilotage et dans le reporting
- Capacité d'adaptation à un environnement en évolution
- Aptitude à gérer une relation externe ; sens de la négociation
- Capacité à mobiliser et à valoriser les compétences, à fédérer son équipe dans le cadre d'un service unique multi site
- Autonomie ; capacité à rendre compte capacité d'analyse et de synthèse
- Réactivité



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande et ou renseignement complémentaire sur le poste veuillez contacter :

Le directeur régional, Michaël VILLEMIN (michael.villemin@asp-public.fr) tel 03 83 17 86 01

Contrôleur (R69063)



Localisation : LYON



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 2

Cotation Parcours Pro : NC



Niveau d'études : Baccalauréat ou plus

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité du Chef de service, le titulaire du poste réalise les contrôles dans les délais impartis par la réglementation et permettant le paiement des aides du domaine du Système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) dans le calendrier défini par les autorités communautaires et nationales.



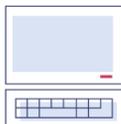
ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP), est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des

Rhône-Alpes le Service de Contrôle des Aides Directes Agricoles (SCADA) compte 33 agents sur les sites de Lyon et Clermont et gère l'ensemble des contrôles animaux, MAEC-Bio et surfaces (partie SIGC des dispositifs de la PAC), ainsi que le Plan de Performance PAC (PPP), et la mise en place du Système de Suivi des Surfaces en Temps Réel (3STR).

paiements et des recouvrements.

Au sein de la Direction régionale Auvergne-



MISSIONS

Le titulaire du poste assure la réalisation des contrôles administratifs ou sur place sur les secteurs suivants selon les besoins de service :

Contrôles animaux (ovins/caprins/bovins) ;

Expertise image et Déplacement de terrain ;

Contrôles surface (préparation graphique, retours terrain, visites prorata) ;

Visites d'instruction.

Il participe à la supervision et au traçage des suites de contrôle dans les applicatifs internes.

Plan de Performance PAC :
Réaliser le contrôle de délégation des dossiers aides directes agricoles instruits par les services déconcentrés du MASA.

Permis B nécessaire

Contraintes liées au métier de contrôleur : déplacements fréquents, horaires variables, relationnel avec les exploitants agricoles).



CHAMP RELATIONNEL

→ Ensemble des agents du service (sur les deux sites), Service Général et Informatique de la DR. DDT et exploitants agricoles de la région Auvergne Rhône Alpes.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance du monde agricole et des dispositifs d'aides de la Politique Agricole Commune
- Connaissances bureautiques (Excel /Word)
- Maîtrise des applications métiers (ISIS, PACO...)
- Connaissance des outils graphiques (Arpentgis ; Qfield)



SAVOIR-FAIRE

- Rigueur et méthode
- Polyvalence
- Organisation
- Bon relationnel nécessaire
- Travail en équipe
- Disponibilités lors de certaines périodes de l'année.



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

M. Nicolas GUERIN
Téléphone : 04 72 82 21 16
Courriel : nicolas.guerin@asp-public.fr

Mme : Anne-Laure GUILLEBERT
Téléphone : 04 72 82 21 27
Courriel : anne-laure.guillebert@asp-public.fr

M. Régis BECT, Chef du Service Général et informatique
Téléphone : 06 89 25 21 81
Courriel : regis.bect@asp-public.fr

Mme : Dédé AGBOBLI
Téléphone : 06 59 58 30 44
Courriel : mobilite@asp-public.fr